

De: Ranch Massif du Sud
Envoyé: 24 janvier 2011 07:34
À: Boutin, Anne-Lyne (BAPE)
Objet: ajout de 3 annexes à mon mémoire et notes au texte

Bonjour Madame Boutin

j'ai ajouté les annexes 7-8-9
7- mission DADMS paragraphe enlevé,
8 -2 pages) 1997
et la 9 DB48 -résumé de 2 pages

et aussi le texte additionnel dans le mémoire ce qui est en italique ci-joint

*Au **Bape partie 1**; la MRC de Bellechasse donnait comme raison le contrôle financier et l'exclusion de l'entreprise privée de la CADMS, une raison politique.*

***DB 43**, la MRC des Etchemins donne 2 raisons dans sa résolution soit pour contrôler la planification et pour obtenir de l'État le contrôle sur la gestion de l'ensemble des terres publiques du Parc avec un réel contrôle sur le développement et la possibilité d'en tirer les revenus.*

***DB 105 Mission CADMS** de 2010 et celle avant **DB 105.1** : « modification » un paragraphe a été enlevé; le premier objet spécifique de sa fondation, soit **de regrouper les différents organismes intéressés** aussi la formation des membres a été changé pour exclure l'entreprise privée intéressée.*

Plan d'affectation, Plan d'aménagement et étude de faisabilité déposé en 1997

***DB 48-** proposition de gestion du plan d'Aménagement présenté par les MRC en 2003. On y parle de partenariat, de droits des pourvoyeurs, de concertation, aussi en association, de façon prioritaire avec les partenaires actuellement impliqués sur le territoire...voir résumé de 2 pages.*

Donc je joins le mémoire.1 et les 3 annexes

- 7.Mission du Parc DB 105 2010 et 105.1 avant (paragraphe enlevé et changement de membre)
- 8.Plan d'aménagement mai 1997 (2pages) et étude de faisabilité
- 9.DB 48 (résumé de 2 pages sur les points dits en partenariat...)

merci de votre collaboration

Raymonde LeBlanc Garant

**Mémoire présenté au
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
575 rue St-Amable,
Québec
G1R 6A6**

Dossier : Projet éolien Massif du Sud

Par

Ranch Massif du Sud

Et

Pourvoirie Safari

**Siège social : 176 rue St-Georges
St Lazare
Bellechasse
G0R 3J0**

Le 20 janvier 2011

Sections

1.Présentation

2.Historique du Ranch

3.Historique du Ranch côté moins beau

4.Sommaire d'évènements ou faits (2 entreprises)

5. Mesures d'harmonisation inaptes à répondre à l'objectif recherché pour nos 2 entreprises

6. L'intensité des dommages (2 entreprises)

7. Documents et faits relatifs (2 entreprises)

8. Ranch Massif du Sud

9. Précisions pour la Pourvoirie Safari inc.

Annexes jointes

1. Rapport de la Société de Gestion du Parc Massif du Sud 2006-2007
2. Lettre du MRN à la MRC 29 janvier 1996
3. Lettre du MRN à Guy Garant et Ranch Massif du Sud 9 janvier 1997
4. Plan de restructuration de la Société Saison 2005
5. Présentation du Parc 20 juin 2005 avec Historique chronologique
6. Carte officielle de 1995 réalisée par la MRC de Bellechasse
7. Mission du Parc DB 105 2010 et 105.1 avant (paragraphe enlevé et changement de membre)
8. Plan d'aménagement mai 1997 (2pages) et étude de faisabilité
9. DB 48 (résumé de 2 pages sur les points dits en partenariat...)

1.Présentation

Nous sommes des entreprises reconnues oeuvrant depuis 20 ans, dans le Parc; dites « partenaires ». Mais d'emblée, je vous dirais que cette reconnaissance n'a pas été facile à obtenir.

Nous avons été membre de la Société du Parc parce que les ministères sont intervenus. Nous sommes membres de l'Association des Producteurs en Tourisme d'Aventure, membre de l'ATR dont plusieurs années administrateur, présidente du comité touristique de Bellechasse, membre de Québec à Cheval et membre Équiqualité et nous sommes instructeurs à cheval, membre de la Fédération des Pourvoyeurs du Québec.

Qui sommes nous? Nous (Raymonde LeBlanc et Guy Garant) avons été entrepreneur en construction depuis 1974 et avons travaillé beaucoup dans le Grand Nord avec les Inuits et Autochtones; notre entreprise a compté jusqu'à 100 hommes au travail. Nous avons la même secrétaire depuis 30 ans. Nous avons toujours été en bonne entente avec nos voisins. Nous demeurons à St Lazare rue St-Georges depuis près de 40 ans.

En 1990, nous voulions investir dans notre région et avons débuté la Pourvoirie et le Ranch Massif du Sud à St-Philémon, puis une ferme de Bisons et de Wapitis à St Lazare, notre municipalité familiale.

2.Historique du Ranch

Je vais commencer par le beau de notre Histoire. Nous avons gagné plusieurs prix du Tourisme. Nous sommes certifiés Équiqualité pour le Ranch. Nous avons été finalistes au niveau provincial contre les Médiévales de Québec, nous avons été finalistes aux Fiéides de Québec concernant notre volet international, nous avons gagné en France à Paris, le prix de l'entreprise la plus attractive du Québec.

Nous avons développé notre Ranch en pensant à la randonnée de journée et de séjour, volet plus lucratif. D'ailleurs, le Ministère du Tourisme a collaboré à maints reprises, pour des tournages internationaux. Notre promotion est un long travail réparti sur 20 ans, dont les prémisses sont la grande nature à perte de vue, de beaux paysages.

L'intégrité du produit est très importante. L'encadrement visuel sera totalement modifié suite à l'implantation de 75 éoliennes sur le Massif du Sud et l'environnement naturel ne sera jamais plus le même. Le ministère du Tourisme a réalisé un film promotionnel de nos beaux paysages à cheval en 2009 et cela se traduira par une émission qui passera aux États-Unis en 2011.

Nous avons travaillé à notre positionnement depuis 20 ans dans le Parc Massif du Sud. Ce positionnement dans la grande nature est un choix qui coûtait cher pour donner à notre offre une position concurrentielle, distinctive et attractive dont les retombées seraient avenir. Après plusieurs années, l'élément clef de la phase de développement est de faire en sorte que le territoire et ses attraits naturels soient le levier pour les séjours.

Il faut considérer l'importance du travail accompli pour développer des activités et une expérience touristique de qualité dans le Parc Massif du Sud.

Les Européens veulent faire des expériences en sécurité, dans la grande nature, dans la cabane au Canada. Nos camps dans le bois sont ouverts et l'an passé nous avons connu du vandalisme mais en quelques jours, nous avons réparé du moins remis le tout accessible et sécuritaire mais nous n'avons pas investi tous les efforts que nous aurions pu car l'an prochain nous ne serons pas capable de s'en servir à cause de la construction prévue.

Mon mari a beaucoup guidé à cheval dans le Parc depuis 20 ans et le calme et le sans bruit dans les sentiers sont des souvenirs impérissables pour lui, moi et les touristes guidés. Nous entendons le pas de nos chevaux, le chant de l'oiseau, puis plus rien le bruissement de feuilles et soudain on entend se poindre le bruit de la rivière au loin. Ce sont de merveilleux lieux où nous transposons nos touristes.

3. Historique du Ranch côté moins beau

Dans notre contrat, la CADMS nous a **vendu le terrain et les droits pour l'équitation dans le Parc**. Notre associé du début devant un différent sur l'organisation, a décidé devant notaire de nous acheter disant qu'un investisseur du Parc serait prêt à nous remplacer. Au bout du délai, il nous a demandé de le racheter, cet investisseur ne voulant plus investir. Alors nous lui avons loué l'écurie d'été alors construite.

Pendant ce temps, nous devions compléter **des conditions au contrat** soit notre carte de réseau de sentiers et poursuivre la construction de l'écurie d'hiver.

Ayant creusé 7 pieds d'un côté et rien de l'autre, l'ingénieur nous fait la recommandation de retarder la construction à cause de l'instabilité du sol. Puis vlan, on reçoit un avis enregistré nous indiquant que l'on a manqué à nos conditions et que la CADMS veut reprendre le terrain et nos travaux pour rien. Après une courte réflexion, nous avons donc poursuivi la construction en prenant des précautions supplémentaires, les **fondations nous ont coûté le double**.

À ce temps, l'ex-associé siégeait à la CADMS en 1991 pour le Ranch Massif du Sud et nous avons demandé d'être reçu pour s'expliquer et ce fut refusé.

Puis nous avons reçu **une action en justice** malgré le fait que nous avions construit et rempli nos conditions. En cour, à la question : quand avez-vous eu votre emprunt hypothécaire? J'ai répondu à l'avocat de la CADMS, « c'est vous, avec votre avis enregistré qui nous a empêché de l'avoir » et le juge a dit : « Ah bon, là je vois pourquoi un avis enregistré si malin! »

Les 2 parties ont été demandées devant le juge. Il a dit : on voit que la Corporation ne veut pas des propriétaires du Ranch, et il a demandé au Ranch si on voulait vendre; on a dit oui, et la CADMS : voulez-vous acheter? L'avocat a dit « oui mais on n'a pas d'argent ».

Suite à cela, nous avons connu d'autres embûches, on a voulu nous sortir de notre tracé de sentiers en disant que le vélo est incompatible avec les chevaux, on s'est débattu pour ne pas mettre de couche aux chevaux, injonction dans la construction des sentiers, action en justice lors de la construction de nos camps dans le bois, le Parc a décidé d'accepter les chiens pour avoir plus de clients. C'est en 2005, que nous avons réglé hors cour pensant négocier la paix et le droit de travailler en partenariat.

Il restait le protocole d'entente avec la Société que nous demandions à répétition pour finaliser le tout, c'était toujours reporté puis, le préfet M. Blanchet de la MRC de Bellechasse est prêt et là pressé de conclure notre protocole d'entente. On se demandait bien qu'elle anguille se cachait sous la roche...

Pour nous, c'était, **maintenant on pense relève** mais vlan, on apprend qu'il est question d'éoliennes au Massif du Sud dans un Parc récréotouristique.

Quand les MRC ont créé le Parc, il y a eu beaucoup de rencontres car on y ajoutait le vélo de montagne mais dans nos sentiers et des sentiers de quad (vtt motorisé) non prévu et non compatible avec le pédestre et le cheval.

4.Sommaire d'évènements ou faits (2 entreprises)

Dans la **Société du Parc**, les ministères ont intervenu pour exiger le poste permanent du Ranch car la MRC voulait que l'on soit électif... la Pourvoirie a eu un poste électif et effectivement les premières années, la Pourvoirie n'a pas été élu...après quelques années le poste était libre, pas d'opposition.

Même minoritaire, et malgré que dans les faits c'était l'exécutif qui décidait tout, au moins nous étions informé des développements. Les MRC ont décidé de mettre fin à la Société.

Dans le rapport de la Société de 2006-2007 en conclusion, le préfet de la MRC de Bellechasse, M. Blanchet et aussi président de la Société donnent comme raison pour la dissolution : que les 2 organismes ont des missions semblables, que la CADMS n'a plus de démêlés judiciaires et que ce choix a été fait principalement en considération du fait que la CADMS est propriétaire de terrains dans le Parc. Il mentionne aussi que les règlements généraux seront modifiés pour inclure les MRC.

*Au **Bape partie 1**; la MRC de Bellechasse donnait comme raison le contrôle financier et l'exclusion de l'entreprise privée de la CADMS, une raison politique.*

***DB 43**, la MRC des Etchemins donne 2 raisons dans sa résolution soit pour contrôler la planification et pour obtenir de l'État le contrôle sur la gestion de l'ensemble des terres publiques du Parc avec un réel contrôle sur le développement et la possibilité d'en tirer les revenus.*

***DB 105 Mission CADMS de 2010 et celle avant DB 105.1** : « modification » un paragraphe a été enlevé; le premier objet spécifique de sa fondation, soit **de regrouper les différents organismes intéressés** aussi la formation des membres a été changé pour exclure l'entreprise privée intéressée.*

Il est évident que les MRC ne nous veulent pas et **sachez que cela va encore plus loin**. Dans notre contrat avec la CADMS, la Corporation a **un droit de premier preneur!!!** Qui aurait intérêt à contribuer à notre développement?

Document DB38 Contrat de gestion déposé par la MRC : on n'a pas réussi à recevoir le document complet, signatures et dates sont toujours manquantes ainsi qu'un article en plein centre d'une page et toutes les 9 annexes qui font partie intégrante de cette convention

Plan d'affectation, Plan d'aménagement et étude de faisabilité déposé en 1997

Ce contrat de gestion a été fait par les MRC. Il y est noté un des meilleurs potentiels récréotouristiques, une richesse naturelle collective d'intérêt régional notamment à cause de ses massifs montagneux panoramiques unique en Chaudières-Appalaches et du patrimoine écologique diversifié du milieu forestier.

Aussi il est écrit que la Société devra continuer à **gérer le territoire avec ses partenaires**.

Dans les **obligations des MRC** article 4.7 (une page manquante au début avec des notes manuscrites à côté...)

-fournir l'encadrement nécessaire pour aider à la gestion et à la conservation des ressources naturelles **en collaboration avec les partenaires du milieu** et les Ministères impliqués du Gouvernement.

-Les MRC conviennent que toute autorisation de droit de passage ou émission de quelconques droits ne seront émis qu'après consultation et recommandation de la Société.

De même les MRC demande à la Société

Article 5.1 - de gérer et administrer le Parc en personne prudente et diligente selon les principes et usages reconnus et selon les orientations du Plan d'Aménagement et de développement des ressources du Parc.

29 janvier 1996, lettre du MRN à la MRC : Suite à la présentation de votre projet, le 13 octobre 1995, aux membres du Groupe interministériel sur la Forêt Habitée et aux représentants régionaux des différents ministères concernés; il y est indiqué que le Plan de 1995 insiste sur l'aspect récréatif. Il est noté : Aussi il sera important que les orientations touchant l'aménagement forestier et l'aménagement faunique soient développées davantage, en concertation avec les **organismes du milieu oeuvrant dans ces domaines.**

En 1997, une lettre du Ministère des Ressources naturelles précise que les organismes exerçant des activités sur le territoire ont un certain droit d'usage, **de préférence à ceux qui ne sont pas présents actuellement.**

En 2005, Plan de restructuration de la Société : il est écrit que le comité d'orientation recommande de ne plus investir dans le développement et la réparation des équipements équestres, quad, motoneige. Même si les fonds sont des subventions et pour le développement du Parc.

-tarifier l'utilisation des sentiers aux partenaires utilisateurs.

Nous étions contre car nous on a beaucoup investi dans le Parc mais dans le protocole, Le Ranch a accepté de verser 2,000\$ par année malgré que notre contrat nous donnait cette autorisation.

20 juin 2005 Présentation de la Société du Parc point 3.0 Origine du Projet (dernier pico) et 4.0 Évolution du projet, les dates de 1995 y sont clairement indiquées Début de la création du Parc dans le cadre de référence des parcs régionaux du Ministère des Affaires municipales.

(1995-1996) – le comité interministériel développe le concept de Forêt Habitée et reconnaît 13 projets pilotes **dont le Parc Régional Massif du Sud.**

(1995-1996) il est écrit dans cet historique de 2005, que le comité d'orientation **a déposé un plan d'aménagement avec un inventaire exhaustif des ressources du territoire tant forestières, fauniques et récréatives** ainsi qu'une étude de faisabilité en 1995-1996.

Le Document de la **MRC de Bellechasse de mars 2010 DB52 Historique chronologique** Parc Régional Massif du Sud, est beaucoup moins précis pour ces dates.

5. Mesures d'harmonisation inaptes à répondre à l'objectif recherché pour nos 2 entreprises

En théorie, nous sommes en accord avec le principe que tous désirent développer un projet qui se démarquera par sa cohabitation harmonieuse avec les activités existantes.

Cependant, dans les faits, compte tenu de notre utilisation complète et entière du territoire du Massif du Sud, des critères d'harmonisation sont inaptes à répondre à l'objectif recherché. La raison en est fort simple; le développement éolien à grande échelle sur ce territoire est incompatible avec l'utilisation récréotouristique que nous en faisons actuellement.

Il est très évident que les activités de construction et d'exploitation d'un parc éolien de l'envergure de celle qui est proposée auront une incidence néfaste sur la qualité de l'expérience récréotouristique de nos clients dans le contexte des produits et des services que nous offrons actuellement.

Notre carte d'affaires pour nos 2 entreprises, c'est la nature à l'état sauvage et toutes ces éoliennes et chemins industriels vont nuire et même empêcher de recevoir notre clientèle cible. Les gens qui paient des journées à 200\$ et du séjour à 1,000\$, recherchent la nature ; c'est autre chose que des éoliennes et des chemins industriels.

Je me dois de vous exprimer ma grande déception face à l'évaluation sous estimée du gouvernement de l'incidence d'un parc industriel de 75 grosses structures d'acier sur la qualité de l'expérience touristique que nous offrons sur le territoire Massif du Sud, reconnu Parc récréotouristique (carte **officielle et légale réalisée par la MRC de Bellechasse en 1995**).

6. L'intensité des dommages (partie conjointe à nos 2 entreprises)

En effet, les dommages **sont à intensité élevée** à plusieurs niveaux et viennent compromettre la pérennité de nos entreprises. Que ce soit **sur l'impact de l'implantation** de ces structures d'acier dans un milieu touristique de grande nature, de **la durée de l'impact** (plus de 20 ans) et de **l'étendue du territoire d'utilisation**.

Vos constructions et chemins d'accès se retrouveront sur tout le territoire que nous desservons, à travers nos sentiers, aux divers points de vue panoramique sur un territoire naturel, sur nos sites d'habitats fauniques. Nous serons affectés pendant les travaux et les années subséquentes, dans la poursuite de nos activités de chasse, de pêche, d'observation, de cueillette de plantes sauvages et dans nos activités récréotouristiques équestres et pédestres. Cela entraînera à coup sûr une perte de revenus et une perte d'intérêt de nos clientèles actuelles et futures.

Notez que nous sommes déjà lourdement affectés par ce projet et ce depuis 2006 car notre avenir à très court terme, est menacé. On parlait de construction éventuelle pour 2010...

Les **impacts sont importants**, notamment : visuels, attrait moins intéressant, panorama naturel perdu, impacts sonores, sur la qualité de l'eau et sur la pêche sportive, risques accrus pour la sécurité pour nos clients, environnement perturbé, érosion, effets d'ombres en mouvement, effets stroboscopiques, pollution lumineuse de nuit, nuisance à l'écoute du chant des oiseaux, animaux menacés, aire de transit détruit, ravages et nourriture affectés, milieux sensibles affectés, ouverture du territoire par de nouveaux chemins, augmentation de la circulation, dérangement par les autres utilisateurs du territoire, sentiers perdus, promotion à refaire, changement de vocation, programme perturbé, problèmes d'adaptation pour chevaux et touristes, fréquence perturbé en communication, sécurité menacée et autres pour nos entreprises.

Non seulement les travaux de construction de chemins prévus dans le projet de développement éolien pendant une période de deux ans sont importants, **ils généreront des impacts irréversibles**.

M. Cookson de la cie St-Laurent Énergie a déclaré devant une assemblée à St-Luc : vos 2 entreprises sont les plus affectées par le projet et elles subiront le plus d'impacts.

Aussi , M. Cookson, nous a offert de déménager le ranch dans un autre Ranch...pendant les 2 années de construction, n'ont pas seulement dans un autre secteur de sentiers car je lui avais répondu : « vous pensez que je vais envoyer mes clients chez un autre ranch, cela n'a pas de bon sens! »

En conséquence, cela impliquera pour nous la mise en œuvre de changements majeurs au niveau de l'occupation du territoire par nos clients, de l'adaptation de nos chevaux et des guides, de nos circuits de randonnée, de la longueur de nos séjours, de la provenance de nos clients, etc. Nous allons devoir consentir des investissements importants pour y parvenir.

De plus, ce projet est **incompatible avec la quiétude qu'apportent la nature et le paysage**. Pensez y 75 éoliennes, grosses tours d'acier c'est incompatible avec les qualités champêtres esthétiques et historiques du paysage. Ce ne sera plus le même environnement champêtre naturel. On sera encerclé d'éoliennes 75 grosses tours d'acier de 350 pi.

7. Documents et faits relatifs pour nos 2 entreprises

DB40 Dans l'entente de délégation de gestion foncière 2009 qui fait référence à l'entente générale signé en 2001 DB39, il est précisé des objectifs à respecter par les MRC

- la planification **doit se faire en concertation des ministères et organismes concernés par l'aménagement et la mise en valeur d'espaces récréatifs sur les terres du domaine**
- la gestion des terres doit être **dans le respect des droits consentis au tiers**
- l'équité et la transparence** dans les règles de gestion particulièrement dans l'attribution des droits

DB39- Entente générale 2001 : -Les MRC ont adopté et réalisé en collaboration avec les intervenants intéressés, un plan provisoire d'aménagement et de gestion qui a **une dominante récréotouristique**.

DB 48- proposition de gestion du plan d'Aménagement présenté par les MRC en 2003. On y parle de partenariat, de droits des pourvoyeurs, de concertation, aussi en association, de façon prioritaire avec les partenaires actuellement impliqués sur le territoire...voir résumé de 2 pages.

Les ministères ont des responsabilités aussi. St-Laurent Énergie se dit prêt à faire de petites mesures d'harmonisation, les MRC nous disent que les redevances iront pour des projets futurs uniquement, le MRN dit ne pas prévoir de mesures de compensations. St-Laurent Énergie nous dit que le Gouvernement est en quelque sorte aussi responsable, et on nous invite à contacter la MRC qui nous a exclu de sa mission du Parc. On déplore avoir été exclu par les MRC de la CADMS ; la Société de gestion du Parc dissout, tout pour éliminer l'entreprise privée même minoritaire.

Selon le guide gouvernemental sur les projets éoliens, les organismes qui reçoivent des redevances devraient agir avec prudence et avec transparence. A ce chapitre, ils ont manqué à leur devoir. gouv. Q p6 et 19

J'ai rencontré le préfet M. Blais lors de la première partie du Bape où j'ai appris d'ailleurs que l'extension de la gestion de la zone du Parc leur donnerait ±300,000\$ de redevances par année. Je lui ai demandé pourquoi notre entreprise n'était pas considérée pour recevoir des compensations étant donné les redevances prévues pour les MRC.

M. Blais m'a répondu que les redevances étaient versées aux MRC et que ces sommes seraient utilisées pour des développements futurs dans le Parc. Je lui ai dit mais nous sommes des entreprises qui sont menacées par le projet. Il m'a redit : ces sommes seront utilisées pour des développements futurs **uniquement**.

J'aimerais vous préciser que le projet industriel de 75 éoliennes va complètement changer notre futur et nous considérons que des sommes majeures doivent être allouées à notre réorganisation. Le MRN doit prévoir des sommes pour nos entreprises devant ce virage obligatoire qui nous est imposé.

La cie St-Laurent Énergie dit : « on voulait faire un bout de chemin sur l'harmonisation avant d'en venir aux compensations. » Mais, depuis décembre aucune rencontre.

Suite à nos 20 ans de travail pour se faire reconnaître entreprises reconnues et partenaires; bien là nous voyons que **ces gens là ne nous veulent pas en tant que partenaires. Nous avons investi beaucoup et nous travaillons beaucoup.** Depuis la création du Parc, on parle de consolidation des entreprises existantes. Il faudrait que le geste suive les écrits.

8. Ranch Massif du Sud

Et selon la loi du Développement durable; Les parcs éoliens doivent être entrepris **dans un souci d'équité** avec une juste répartition des avantages et des inconvénients entre les entreprises.

Nos investissements dans le Ranch Massif du Sud de l'ordre de 1.5 million \$ sont sérieusement menacés par une énorme perte de valeur. Une étude d'un évaluateur agréé parle de perte de plus de 60%. C'est une **expropriation déguisée.** Les éoliennes vont tuer nos entreprises. Je n'ai plus le goût **de défendre nos intérêts** avec des gens qui vont détruire le patrimoine culturel de cette grande nature : nos paysages

Nous avons besoin d'une aide financière à la hauteur des dommages permanents (période de construction et les années subséquentes). On n'a pas un autre 20 ans à remettre en réorganisation.

On a proposé la vente du Ranch en créant une nouvelle structure qui opérerait le ranch et on a demandé que le risque financier soit assumé par le développement éolien soit de reprendre les prêts du Ranch et de les assumer sans intérêt pendant 20 ans ou de recevoir des compensations annuelles en conséquence.

9. Précisions pour la Pourvoirie Safari inc.

La reconnaissance de nos droits n'a pas été facile même en détenant des droits consentis par le ministère et un permis de pourvoirie permettant d'opérer sur les terres publiques du Massif du Sud. C'est seulement en 2003 que notre entreprise a été listée comme entreprise reconnue oeuvrant dans le Parc Régional Massif du Sud et ce grâce à l'intervention du ministère, car notre nom d'entreprise était toujours absent dans la liste des intervenants à consulter de par nos droits consentis.

Des impacts irréversibles seront générés sur les deux principales espèces fauniques exploitées de manière durable depuis 20 ans par la pourvoirie Safari. Mais en plus, la nature même du mode de déplacement des clients de la pourvoirie, notamment souvent à cheval ce qui est d'ailleurs unique et exclusif au Québec, est complètement incompatible avec les perturbations physiques et sonores que la machinerie lourde générera à court sûr, sans parler des problèmes de sécurité pour tous.

Les activités de la Pourvoirie Safari sont localisées à 100 % dans le Massif du Sud. La nature même de ces activités dépend de l'environnement naturel du parc et y est lié de manière intrinsèque. De ce fait, **il n'est pas possible de relocaliser les activités de la pourvoirie** ailleurs dans la région, car aucun autre territoire en Chaudière-Appalaches ne permettrait de livrer la même prestation de produits touristiques axés sur la faune et les grands espaces naturels.

Plusieurs cours d'eau prennent leur source dans le Massif du Sud. Ces têtes de bassin versant abritent des populations d'ombles de fontaine indigènes parmi les plus importantes qui subsistent encore à l'état naturel dans la région de Chaudière-Appalaches. La pourvoirie Safari exploite ces populations de manière durable depuis une vingtaine d'année. Plusieurs études démontrent que les chemins forestiers sont la cause première de l'ensablement des frayères de truites. Le déploiement d'un nouveau réseau routier important dans des pentes et dans un délai court générera inévitablement le transport de plusieurs tonnes de matière fine par les eaux de ruissellement qui perturbera à coup sûr les frayères naturelles. Cela se traduira par **une perte importante au niveau des rendements de pêche** pour cette espèce. Donc la pourvoirie en sera affectée.

Aussi, il existe actuellement une densité d'originaux relativement importante sur le territoire public du Parc du Massif du Sud. Cette population fait l'objet d'une exploitation soutenable à long terme compte tenu du niveau d'accessibilité actuel du parc, autant par des utilisateurs autonomes que par nos clients.

L'expérience au Québec démontre clairement que l'original est vulnérable dans un territoire faisant l'objet d'une forte accessibilité en absence de contingentement **DB120**. Le déploiement du nouveau réseau routier par le promoteur du projet de développement éolien rendra accessible aux chasseurs plusieurs portions du territoire qui ne le sont pas actuellement.

Cette situation aura pour conséquence une **augmentation importante de la pression de chasse** sur cette espèce et la détérioration de la qualité de l'expérience de chasse. Dans cette situation, la pourvoirie Safari ne détenant pas de droit exclusif de chasse ne sera pas en mesure de **permettre à ses clients de vivre une expérience de chasse de qualité**, et ce produit devra être abandonné par l'entreprise, d'autant plus que **l'environnement immédiat des camps de chasse de la pourvoirie sera directement perturbé** par le projet.

Le principal produit touristique de la pourvoirie Safari est basé dans l'ensemble du Massif du Sud, lequel présente actuellement un paysage naturel à peu près intact et un pôle d'attraction touristique majeur de la région Chaudière-Appalaches.

Le caractère sauvage et naturel de l'environnement du parc constitue une condition fondamentale et essentielle pour que nos entreprises puissent livrer leur prestation de service aux clientèles et particulièrement aux visiteurs provenant de l'extérieur du Québec.

Dans l'industrie de la pourvoirie et du tourisme, c'est que ce nous appelons l'intégrité du produit. La vocation récréo-touristique prioritaire du parc a été reconnue en 1995 (**carte officielle démontrant cette reconnaissance réalisée par la MRC de Bellechasse**). La pourvoirie Safari s'est appuyée sur cette reconnaissance des intervenants régionaux pour se développer. À l'évidence, la priorité récréo-touristique est maintenant reléguée au second plan.

OK ⇒ Mettre en valeur ce territoire en utilisant le concept d'aménagement intégré des ressources.

OK ⇒ Viser dans l'élaboration des projets de développement sectoriels à créer de l'emploi saisonnier et permanent pour contrer le fort taux de chômage de la population de ce territoire et l'exode des jeunes.

spécifiques
autres

⇒ Regrouper les différents organismes intéressés à l'aménagement intégré des ressources dans la région du Massif du Sud, territoire couvert par les municipalités de Saint-Philémon, Saint-Magloire, Saint-Luc et Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland.

OK ⇒ Concerner les intervenants locaux relativement aux projets sectoriels à être mis en oeuvre pour développer le potentiel polyvalent du Massif du Sud.

OK ⇒ Faire de l'animation, de la formation, de la vulgarisation et donner de l'information.

OK ⇒ Servir d'interlocuteur privilégié entre la population locale et le gouvernement en ce qui a trait à l'aménagement et le développement du Massif du Sud.

OK ⇒ Susciter, appuyer et coordonner des initiatives (projets, études) visant à l'aménagement et le développement intégré des ressources du Massif du Sud.

OK ⇒ Intervenir au niveau de la concertation et négocier, avec les ministères ou autres organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux concernés, les budgets nécessaires à l'aménagement et le développement intégré du territoire du Massif du Sud.

OK ⇒ Acquérir, administrer, louer des biens meubles et immeubles nécessaires pour permettre à la Corporation d'atteindre ses objectifs.

3.0 MEMBRES

3.1 Catégories

La Corporation comporte une catégorie de membres, dans laquelle on retrouve des membres individuels et des membres délégués.

Forêt habitée du Parc régional
du Massif du Sud

Plan d'aménagement et de
développement intégré des ressources

Concept d'aménagement

Préparé par

MRC Bellechasse et Les Etchemins
en concertation avec les intervenants du milieu

Mai 1997

Table des matières

1. Le plan d'aménagement	3
1.1. Les objectifs du projet	3
1.2. Les orientations d'aménagement et de développement	4
1.3. Le concept d'aménagement global	7
1.3.1. Préalables	7
1.3.2. Le volet récréotouristique du concept	9
1.3.3. Le volet forestier du concept	14
1.3.4. Le volet faunique du concept	17
2. Le plan d'affectation	20
2.1. La zone Forêt	21
2.2. La zone Récréation	22
2.3. La zone Conservation	25
2.4. La grille de compatibilité	25
3. La structure organisationnelle et les modalités de gestion	27
4. La faisabilité technique et commerciale	27
5. Impacts environnementaux appréhendés	28
6. La faisabilité financière	28
7. L'échéancier de réalisation	28
8. Structure de financement	28
9. La mise en œuvre : Préalables et stratégie	28
10. Conclusion	28
11. Références bibliographiques	28
12. Annexes	29
12.1. Annexe 1 Les organismes reconnus	29
12.2. Annexe 2 Droits consentis sur les terres publiques	31

Plan d'aménagement présenté par les **MRC en 2003**

Il est écrit p3 de **mettre en place un Parc régional** de bon calibre dans le respect **intégral des droits consentis et des organismes reconnus** qui exercent déjà des activités sur le territoire (voir en annexe la liste des organismes reconnus)

Objectifs page 3

Participer...en **favorisant la consolidation** de la valeur des investissements et des aménagements déjà consentis par les intervenants publics et privés du Massif;

Développer des **modèles de gestions partagés** qui **impliquent les intervenants concernés** des secteurs public et privé et susciter...

Développer le partenariat dans la gestion, la mise en valeur et l'exploitation des ressources;

1.2 Les orientations d'aménagement de développement page 4-5

L'option de développement poursuivie est de nature récréo-forestière...

De positionner le territoire du Parc régional du Massif du Sud sur le marché du récréotourisme tout en assurant la continuité des activités qui **ont cours actuellement en partenariat avec l'ensemble des intervenants du milieu**

L'option retenue suppose une orientation claire et ferme où les différents pourvoyeurs d'activités et de services doivent harmoniser leurs activités respectives dans un optique de développement durable.

De plus, cette option implique une supervision pour **un conseil de gestion constitué des représentants de ces pourvoyeurs.**

Une coordination, une **concertation** et une collaboration de tous les intervenants.

Elle veut développer une image de marque propre au Massif du Sud où la forêt, la faune, la villégiature et l'écotourisme contribuent à rentabiliser les investissements et à définir le produit.

Le massif du sud est un centre d'activités...en milieu naturel...pour excursionnistes pour se diriger progressivement vers un **centre de séjour pour le marché des touristes.**

Et en page 7, il est écrit

Ces orientations du plan privilégient donc un aménagement intégré et une utilisation polyvalente de l'ensemble des ressources ainsi qu'une planification et une mise en œuvre

en association, **de façon prioritaire, avec les partenaires actuellement impliqués** sur le territoire.

En page 8 et 9 Le concept s'articule en 3 parties

En premier lieu, la consolidation de la vocation récréotouristique

En deuxième lieu, les activités reliées à l'aménagement et l'exploitation forestière

En troisième lieu, le volet faunique implique l'identification d'habitat potentiel ... et d'affectation du territoire pour les activités avec prélèvement (chasse)...

Certains principes ...

.La **reconnaissance des activités exercées actuellement** sur le territoire par les organismes reconnus.

.Le respect de l'usage (affectation) d'un territoire

.La reconnaissance du respect du droit de gérance..., du droit au développement de leur offre de produits et services, de leur exploitation, de leur choix de programmation, de

.La reconnaissance du principe d'une gestion intégrée et d'une promotion regroupant **l'ensemble des produits et pourvoyeurs dans l'exploitation du Parc** ...et tout en assurant **leur participation à cette gestion.**

Page 17 principaux objectifs recherchés en matière d'aménagement faunique sont de :

.Conserver et améliorer la qualité des habitats fauniques...

.mettre en place une gestion rationnelle des activités avec et sans prélèvement...

.Mettre en place diverses méthodes...

.Mette en œuvre diverses méthodes et moyens... de la conservation de la faune

Ces objectifs devraient être atteints par diverses mesures...dans la gestion du territoire. Quelques modalités sont explicitées en détail dans le « Plan d'intervention faunique du Parc Massif du Sud » présenté en janvier 1997 par le Groupement faunique du Triangle de Bellechasse à la CADMS.

De plus, il conviendrait de négocier avec le ministère...

.avoir un seul régime de gestion des ressources fauniques...

.proposer un plan de gestion de L'exploitation faunique qui définirait les modalités de chasse... où la chasse serait interdite.

.instaurer des modalités de chasse...(encadrement des activités) et assurer la comptabilité entre les diverses activités en fonction des saisons...

.proposer une exploitation de la faune en partenariat avec les propriétaires privés et les propriétés privées

.Planifier et construire un réseau de sentiers d'interprétation et de site d'observation...

.compléter un programme d'interprétation et d'observation de la faune page 18